

Election Présidentielle du 24 Février 2019

**ETUDE SUR LA FIABILITE DU
FICHER ELECTORAL ET DE
L'ETAT CIVIL**

Table des matières

I.	Cadre légal	3
II.	L'audit du fichier électoral	5
1.	Cartes établies sur la base de pièces d'état civil inexistantes.....	6
2.	Des numéros de carte d'identité antérieurs à la création du centre d'état civil.....	6
3.	Des numéros d'acte d'état civil dépassant le numéro de clôture du registre.....	7
4.	Des codes inexistant dans le répertoire de codification.....	8
5.	L'inscription massive d'électeurs par audience foraine.....	9
6.	L'attribution de doublons sur le fichier électoral en mode bis-repetita.....	10
7.	Des électeurs dont le lieu de naissance est Sénégal.....	10
III.	Conséquences des multiples tripatouillages du fichier électoral	11
IV.	Conclusion	12
V.	Recommandations	12

Les leçons du scrutin du 24 février 2019 sont amères pour la démocratie sénégalaise qui a été construite au prix de plusieurs efforts de lutttes, de sacrifices immenses qui nous ont valu, une maturité démocratique, des acquis et une image internationale.

C'est ce symbole auquel, a porté atteinte, Macky SALL, en modifiant les règles du jeu électoral qui lui ont permis d'être élu sans contestation, Président de la République.

C'est donc lui, qui est le **premier responsable** de ce qui a été à coup sûr, un **coup d'Etat institutionnel et électoral**, qui s'est fait, plus grave, avec la **complicité évidente des institutions de la République**, qui ont manqué aux devoirs de leur charge en laissant faire, ce qu'elles ne pouvaient, naturellement ignorer. Il s'agit précisément du Conseil Constitutionnel, de la Cour suprême, de la Direction de l'Automatisation des Fichiers, de la Commission Électorale Nationale Autonome, de la Direction Générale des Elections et bien entendu, de quelques autorités administratives indépendantes, comme le CNRA (Conseil national de Régulation de l'Audiovisuel).

Je laisse de côté, les manœuvres d'instrumentalisation de la justice qui lui ont permis, en violation, de tous les principes et des droits fondamentaux ainsi que des conventions internationales, d'éliminer de potentiels adversaires dangereux, pour sa réélection.

I. Cadre légal

L'obtention d'un N.I.N, et subséquemment l'obtention du passeport ou de la carte d'électeur au Sénégal est subordonnée à la possession d'un état civil conformément à l'article 29 de la Loi 72 - 61 du 12 juin 1972 portant Code de la Famille, aux dispositions de la Convention Internationale sur les droits de l'Homme et aux dispositions du Pacte international relatif aux droits civils et politiques de 1966.

L'état d'une personne se définissant comme étant, en Droit, un ensemble d'éléments qui caractérisent sa situation par rapport à la Famille et à la Nation.

Par conséquent, la personne qui n'est pas à même de rapporter la preuve de son état par un acte de l'état civil est censée ne pas exister.

Au Sénégal, aux termes des dispositions des articles 31 et 32 de la Loi 72- 61 du 12 juin 1972, le Maire - Officier de l'état civil assure l'enregistrement des faits de l'état civil, assure la conservation des registres et assure la délivrance des copies et extraits d'actes de l'état civil , sous le contrôle et la surveillance du Tribunal d'instance (ex Tribunal départemental) et du Parquet.

Donc, en clair la carte nationale d'identité renferme des informations relevant de l'état civil de l'individu et des données biométriques.

A chaque individu détenant un N.I.N, dans le souci sécuritaire d'une bonne identification et d'une bonne individualisation, il est attribué un numéro d'identification nationale qui est une composante alphanumérique de treize (13) chiffres qui renseigne sur le sexe, le centre d'enregistrement de l'acte de naissance, de l'année de naissance (ou du jugement d'autorisation d'inscription du Tribunal d'instance, ou de transcription), et du numéro de l'acte de naissance dans le registre.

Ce numéro de l'acte de naissance dans le registre qui est coté et paraphé par un juge du Tribunal d'Instance (ex T. départemental) ne peut être attribué et porté que par un seul individu.

Étant chronologique, l'attribution de ce numéro ne peut faire l'objet d'aucune autre attribution en mode bis repetita qui est un modus operandi souvent utilisé par la DAF du MINT en violation des principes et règles gouvernant l'état civil (cela a faussé la sincérité des rapprochements des différents fichiers au cours des Parrainages au niveau du Conseil Constitutionnel) .

Dans la composante alphanumérique de treize (13) chiffres communément appelée N.I.N, Le deuxième groupe de chiffres portant Code du centre de l'état civil d'enregistrement de l'acte de naissance de l'individu est attribué suivant une procédure transversale impliquant la DAGAT/MINT, le Ministère de la Gouvernance Territoriale et la Collectivité Territoriale demanderesse.

Toutes les entités territoriales exerçant une activité relevant de l'état civil ont un Code centre qui leur est propre au niveau départemental, national et consulaire.

LIBELLE ETAT CIVIL	CODE ETAT CIVIL
ABASSE NDAO CENTRE HOSPITALIER	755
AVENUE EMILE BADIANE	753
BOURGUIBA	757
CAMBERENE	762
COLOBANE GUEULE TAPEE FASS	965
DAKAR PRINCIPAL	751
DERKLE	908
FANN	848
GOREE	764
GRAND DAKAR AMITIE	756
GRAND DAKAR DARABIS	990

GRAND YOFF	758
HLM	954
HANN SUR MER	763
HANN VILLAGE	869
HOPITAL LEDANTEC	752
HOPITAL PRINCIPAL	870
MEDINA SECONDAIRE	950
MERMOZ SACRE CŒUR	998
NGOR	760
OUAKAM	761
PATTE D'OIE	952
RUE 6 X 25	754
SERVICE D'HYGIENE	871
SICAP LIBERTE	960
YOFF	759

II. L'audit du fichier électoral

Avec la mise à disposition du Fichier électoral, des diligences ont été mis en œuvre pour effectuer des tests de cohérence et d'exhaustivité portant essentiellement sur les centres d'état civil de la région de Dakar par rapport à leur existence et leur localisation géographique et physique.

Par le procédé de sondage, des tests de cohérence portant sur le contenu des registres des centres et numéro d'identification national du Fichier DAF ont révélé ce qui suit.

L'audit du fichier électoral nous a permis de constater des irrégularités des sept ordres.

- Des cartes établies sur la base de pièces d'état civil inexistantes.
- Des numéros de carte d'identité antérieurs à la création du centre d'état civil.
- Des numéros d'acte d'état civil dépassant le numéro de clôture du registre.
- Des codes inexistantes dans le répertoire de codification.
- L'inscription massive d'électeurs par audience foraine.
- L'attribution de doublons sur le fichier électoral en mode bis-repetita.
- Des électeurs dont le lieu de naissance est Sénégal

1. Cartes établies sur la base de pièces d'état civil inexistantes.

Faisant suite au **décret n° 2005-787 du 6 septembre 2005** portant fixation du modèle de la carte nationale d'identité numérisée, des libellés de son contenu, des conditions de sa délivrance et de son renouvellement.

Le ministère de l'intérieur a attribué à chaque centre d'état civil un code d'identification, l'audit du fichier électoral a permis de déceler des incohérences flagrantes.

Pour le cas du **centre principal** de la ville de Dakar (**code 751**), des dizaines milliers de cas suspects ont été décelés car leurs lieux de naissance sont différents de Dakar et ne sont pas dans des cas de transcription conformément à l'article 44 du code de la famille.

Une comparaison des numéros N.I.N affectés à ces électeurs et le fichier de l'état civil a permis de déceler le tripatouillage du fichier électoral.

A titre d'exemple

- 1- L'électeur KHADIDIATOU THIOUBE, né à BARGNY ayant la carte n° 106195683 et la N.I.N n°2 **751 1998 00539** signifie qu'elle est déclarée au centre d'état civil de Dakar en 1998 et que son numéro de registre est 00539. Une vérification du registre de 1998 nous donne ODILE Adélaïde DIOUF né le 27/01/1998 à Dakar.
- 2- L'électeur ADAMA NDIAYE, né à DAHRA ayant la carte n° 106843756 et la N.I.N n° **1 751 1969 00174** signifie qu'il est déclaré au centre d'état civil de Dakar en 1969 et que son numéro de registre est 00174. Une vérification du registre de 1969 nous donne DIEYNABA SARR né le 31/12/1969 à Dakar.
- 3- L'électeur MAME MARIAMA SISSOKO, né à KAOLACK ayant la carte n° 101717097 et la N.I.N n° **2 751 1992 06820** signifie qu'elle est déclarée au centre d'état civil de Dakar en 1992 et que son numéro de registre est 06820. Une vérification du registre de 1992 nous donne KHADY NDAO 20/10/1992.

2. Des numéros de carte d'identité antérieurs à la création du centre d'état civil.

La loi **n°72-25 du 19 Avril 1972** portant création des communautés rurales, et la loi **n°96-06 du 22 Mars 1996** portant Code des Collectivités Locales affecte respectivement aux présidents de communautés rurales et aux maires des communes d'arrondissements la compétence d'officier d'état civil. Ces deux lois seront abrogées par la loi **n° 2013-10 du 28 décembre 2013** portant Code Général des Collectivités Locales qui les transformera en commune en juin 2014.

A partir de 1996 des centres secondaires d'état civil ont été créés et placés sous l'autorité des maires de commune d'arrondissement. Une déclaration ne pouvant être faite dans ces structures avant 1996 même pour les cas d'autorisation de déclaration tardive de naissance.

A titre d'exemple à Keur Massar nous avons décelé plus des milliers de numéros de carte d'électeurs antérieurs à 1996.

EX : L'électeur SANOU FAYE né à KEUR MASSAR ayant la carte n° 105876518 et la N.I.N n° 1 929 1945 00132 signifie qu'il est déclaré au centre d'état civil de Keur Massar en 1945 et que son numéro de registre est 00132.

Ce qui est impossible dans la mesure où le centre d'état civil de Keur Massar n'a été créé qu'à partir de 1996.

3. Des numéros d'acte d'état civil dépassant le numéro de clôture du registre.

A la fin de chaque année, le juge de l'état civil du tribunal de première instance du département clôture le registre après la dernière déclaration de naissance de l'année, au 31 décembre de l'année en cours conformément à l'article 39 du code de la famille.

La consultation du fichier de l'état civil du centre principal d'état civil de Dakar a permis de déceler les manipulations du fichier électoral.

EX :

- 1- L'année 1991 a été clôturée avec l'acte de naissance n°4515 au 31/12/1991, cela signifie qu'un électeur ne peut pas avoir un numéro N.I.N dont le dernier groupe de chiffres dépasse **04515**. Dans le fichier électoral des centaines de milliers d'électeurs déclarés au centre principal d'état civil de Dakar ont été trouvés dépassant ce numéro. L'électeur MAME MOR THIAM né le 20/12/1991 à DAKAR ayant la carte n° 106536841 et la N.I.N n° 1 751 1991 **09840 a un numéro de registre qui n'existe pas.**
- 2- L'année 1992 a été clôturée avec l'acte de naissance n°9200 au 31/12/1992 cela signifie qu'un électeur ne peut pas avoir un numéro N.I.N dont le dernier groupe de chiffre dépasse **09200**. Dans le fichier électoral des centaines de milliers d'électeurs déclarés au centre principal d'état civil de Dakar ont été trouvés dépassant ce numéro. L'électeur MAMADOU ALIOU SOW né le 18/09/1992 à DAKAR ayant la carte n° 980246895 et la N.I.N n° 1 751 1992 **24148** et votant à BRAZAVILLE **a un numéro de registre qui n'existe pas.**
- 3- L'année 1993 a été clôturée avec l'acte de naissance n°5247 au 31/12/1993 cela signifie qu'un électeur ne peut pas avoir un numéro N.I.N dont le dernier groupe de chiffre dépasse **05247**. Dans le fichier électoral des centaines de milliers d'électeurs déclarés au centre principal d'état civil de Dakar ont été trouvés dépassant ce numéro. L'électeur SAMBA GADJIGO né le 30/12/1974 à BOUTANDA RIM ayant la carte n° 980022167

et la N.I.N n° 1 751 1993 19117 et votant à Paris **a un numéro de registre qui n'existe pas.**

4. Des codes inexistant dans le répertoire de codification.

L'audit du fichier a permis de déceler plus de **106 codes d'état civil inexistant** dans le document du ministère.

Ex : existence d'un centre fictif à Dakar portant la codification alphanumérique 753 Centre de l'Avenue Emile Badiane (tantôt Ministère des Affaires Etrangères) qui n'est rattaché à aucune collectivité territoriale.

CODE	NBR d'électeurs		CODE	NBR d'électeurs
699	14319		985	41
713	13120		787	38
434	8327		789	35
182	8203		805	32
709	7977		816	32
886	6790		812	30
717	6509		986	30
808	6000		795	27
896	5059		951	27
723	4695		971	27
720	4441		799	24
703	4225		811	22
724	3879		983	21
973	3558		975	19
715	3459		995	19
822	3213		802	16
722	3130		784	15
702	2661		796	15
779	2282		807	15
994	1672		825	14
790	1602		806	12
827	1167		823	12
819	734		981	12
786	695		919	11
783	683		976	11
993	475		792	10
984	442		997	10
953	440		798	9

978	352		814	9
955	319		820	9
800	297		967	9
989	292		726	8
788	265		0	7
785	256		804	7
972	248		727	6
959	245		957	6
999	226		963	6
791	224		338	5
810	189		803	5
956	143		813	5
-12	139		712	4
809	123		818	4
964	123		824	4
797	119		826	4
78	117		987	4
982	115		705	3
793	92		969	3
815	90		991	3
874	85		725	1
821	77		817	1
801	76		974	1
-11	67		977	1
794	53		988	1

5. L'inscription massive d'électeurs par audience foraine.

Les audiences foraines sont traditionnellement organisées par le ministère de la justice en rapport avec les tribunaux d'instance, les préfectures et les collectivités locales avec une communication et une information à l'échelle nationale.

Ce qu'on a remarqué c'est que des audiences foraines ont été organisées dans le Fouta sans aucune forme de communication.

Ce qui a contribué à gonfler l'électorat de certains départements.

Le cas de la commune de BOKE DIALOUBE dans le département de Podor qui a **381** inscriptions par audience foraine en 2013, **533** en 2014, **929** en 2015, **204** en 2016, **874** en 2017.

Soit un total de **2921** cas en cinq ans ce qui est impossible. Le tribunal départemental de Podor ne peut pas traiter **2921** cas dans une des 22 communes du département de Podor en cinq ans.

6. L'attribution de doublons sur le fichier électoral en mode bis-repetita.

La DAF s'est donné la prérogative de créer des doublons dans le fichier électoral par rapport à l'état civil en ajoutant le chiffre 2 à la fin du numéro de N.I.N si deux personnes détiennent le même acte d'état civil.

Ces électeurs à 14 chiffres de N.I.N sont au nombre de 155 248 dans le fichier électoral.

Ex :

1. L'électeur YOUMAISSSE SY né le 18/10/1938 à PODOR ayant la carte n° 102646612 et la N.I.N n°2 306 1973 00099 et l'électeur ABSA WONE née le 05/06/1973 à PODOR ayant la carte n° 105568876 et la N.I.N n° 2 306 1973 00099 2 sont supposés détenir le même acte d'état civil.
2. L'électeur MOHAMADOU DJIBY PAM né le 13/03/1952 à GUIA ayant la carte n° 4100418380 et la N.I.N n°1 316 1978 00085 et l'électeur AMADOU SOW né le 15/06/1959 à AGNAM ayant la carte n° 102610721 et la N.I.N n° 1 316 1978 00085 2 sont supposés détenir le même acte d'état civil.

7. Des électeurs dont le lieu de naissance est Sénégal

Nous avons des plusieurs électeurs dont le lieu de naissance dans le fichier électoral est Sénégal. Ce qui est impossible car le lieu de naissance doit être une ville.

101967699 1420199600044 OMAR CISSE 06/02/1976 SENEGAL
106805147 2056199200663 LALO BALDE 25/01/1960 SENEGAL
980201825 2751200303466 KIMBERLY CHRISTINE PREIRA 03/04/1996 SENEGAL
103594197 2778198101203 FATOUBINETOU DIOUF 13/03/1981 SENEGAL
101025271 1186199900345 OUSMANE BALDE 25/01/1945 SENEGAL
106248755 2056199200707 ADAMA BALDE 21/04/1972 SENEGAL
101131823 1062199204609 AHMADOU DIALLO 31/12/1952 SENEGAL
101074619 2899199701576 BINTA DEMBA DIALLO 12/08/1947 SENEGAL
106268576 2285199701101 DIARY CAMARA 03/03/1979 SENEGAL
980125699 1843200400314 TAHIROU BARRY 15/11/1987 SENEGAL
106419259 2757198102180 FATIM GUEYE 08/11/1981 SENEGAL
102151962 2112198400172 GOUNDO KAIRA 01/08/1984 SENEGAL
980119985 2845199300674 RAHAMATA DIAKHITE 26/01/1989 SENEGAL
101029763 1069199203404 BOKINTY BALDE 07/12/1940 SENEGAL
101289731 2069199203401 TENING BALDE 05/05/1972 SENEGAL
100417693 1717200100215 ALIOU DIALLO 05/11/1985 SENEGAL
101800383 1261198101030 OUSMANE DIALLO 01/11/1981 SENEGAL
106452588 2912199400511 MARIEME DIAW 09/04/1982 SENEGAL
102897533 1650198100237 ALASSANE DIENG 02/04/1960 SENEGAL
103864604 1619197606757 SIDY SY 31/12/1950 SENEGAL

101367320 2484198300208 AMINATA GUEYE 14/10/1983 SENEGAL
 100219959 1702199900020 AMATH NDAO 10/04/1973 SENEGAL
 980193738 1271196200176 OUSMANE NDIAYE 02/07/1962 SENEGAL
 100223315 2680198100359 KHADY FALL 27/07/1981 SENEGAL
 980048136 1751195711269 SAAD BOU ALAIN TOURE 26/09/1957 SENEGAL
 980016734 2751197802366 HODA SOUEIDAN 03/06/1978 SENEGAL
 104019866 2699197900328 FATOU SY 24/07/1979 SENEGAL
 104312274 1476197700392 MOUSTAPHA SYLLA 15/07/1977 SENEGAL
 105266238 1757199203925 ABDOU MANE 18/08/1972 SENEGAL

III. Conséquences des multiples tripatouillages du fichier électoral

Le président Macky SALL a toujours refusé de livrer le fichier à l'opposition. Il en a même multiplié les anomalies dans toutes les circonscriptions électorales. Ces anomalies lui ont permis d'insérer dans le fichier près d'un million d'électeurs fictifs car n'ayant pas d'acte d'état civil valable.

Département	Nbre bureaux				Inscrits				Votants			
	2017	2019	Variation 1	Variation 2	2017	2019	Variation 1	Variation 2	2017	2019	Variation 1	Variation 2
1 Dakar	1 147	1 190	43	3,75%	637 948	663 021	25 073	3,93%	340 015	456 107	116 092	34,14%
2 Guediawaye	337	350	13	3,86%	189 092	195 332	6 240	3,30%	96 499	134 316	37 817	39,19%
3 Pikine	966	1 026	60	6,21%	550 351	573 844	23 493	4,27%	257 817	380 188	122 371	47,46%
4 Rufisque	486	501	15	3,09%	243 402	255 630	12 228	5,02%	127 745	185 295	57 550	45,05%
5 Bambey	266	276	10	3,76%	106 966	113 441	6 475	6,05%	58 900	72 244	13 344	22,66%
6 Diourbel	260	269	9	3,46%	103 380	110 748	7 368	7,13%	60 199	72 265	12 066	20,04%
7 Mbacke	748	810	62	8,29%	339 907	364 826	24 919	7,33%	106 070	225 127	119 057	112,24%
8 Fatick	356	374	18	5,06%	149 385	160 733	11 348	7,60%	79 697	101 280	21 583	27,08%
9 Foundiougne	273	301	28	10,26%	110 552	118 747	8 195	7,41%	65 067	78 056	12 989	19,96%
10 Gossas	122	123	1	0,82%	39 458	42 810	3 352	8,50%	22 738	27 887	5 149	22,64%
11 Birkilane	121	122	1	0,83%	43 138	46 459	3 321	7,70%	27 647	31 620	3 973	14,37%
12 Kafrine	200	208	8	4,00%	75 565	80 823	5 258	6,96%	45 872	55 509	9 637	21,01%
13 Koungheul	183	191	8	4,37%	60 293	68 248	7 955	13,19%	38 028	43 735	5 707	15,01%
14 Malem Hodar	107	110	3	2,80%	33 176	36 551	3 375	10,17%	20 764	24 884	4 120	19,84%
15 Guinguineo	146	148	2	1,37%	48 156	50 145	1 989	4,13%	31 737	33 998	2 261	7,12%
16 Kaolack	490	509	19	3,88%	225 735	237 245	11 510	5,10%	116 470	148 171	31 701	27,22%
17 Nioro du Rip	338	358	20	5,92%	125 447	138 529	13 082	10,43%	76 220	93 551	17 331	22,74%
18 Kedougou	104	109	5	4,81%	33 416	37 202	3 786	11,33%	18 931	23 013	4 082	21,56%
19 Salemata	31	33	2	6,45%	8 937	10 277	1 340	14,99%	6 272	6 659	387	6,17%
20 Saraya	63	66	3	4,76%	14 052	17 688	3 636	25,88%	9 987	11 350	1 363	13,65%
21 Kolda	243	247	4	1,65%	78 693	89 246	10 553	13,41%	44 042	59 793	15 751	35,76%
22 Medina Yoro Foulah	109	113	4	3,67%	37 580	40 366	2 786	7,41%	26 649	28 539	1 890	7,09%
23 Velingara	287	292	5	1,74%	90 418	99 787	9 369	10,36%	60 643	69 590	8 947	14,75%
24 Kebemer	325	334	9	2,77%	111 087	120 375	9 288	8,36%	62 692	81 212	18 520	29,54%
25 Linguere	307	336	29	9,45%	103 444	118 302	14 858	14,36%	59 536	80 179	20 643	34,67%
26 Louga	452	472	20	4,42%	162 939	175 467	12 528	7,69%	97 153	121 932	24 779	25,51%
27 Kanel	220	236	16	7,27%	96 293	108 113	11 820	12,28%	53 369	71 253	17 884	33,51%
28 Matam	291	301	10	3,44%	131 557	141 286	9 729	7,40%	84 350	100 273	15 923	18,88%
29 Ranerou	62	64	2	3,23%	21 235	24 315	3 080	14,50%	16 084	16 485	401	2,49%
30 Dagana	301	316	15	4,98%	127 540	134 210	6 670	5,23%	78 556	93 052	14 496	18,45%
31 Podor	436	480	44	10,09%	190 918	207 955	17 037	8,92%	107 827	138 198	30 371	28,17%
32 Saint-Louis	306	318	12	3,92%	154 537	162 702	8 165	5,28%	92 979	110 148	17 169	18,47%
33 Bounkiling	161	172	11	6,83%	52 608	58 448	5 840	11,10%	33 537	38 485	4 948	14,75%
34 Goudomp	180	184	4	2,22%	60 921	68 584	7 663	12,58%	38 115	46 882	8 767	23,00%
35 Sedhiou	190	195	5	2,63%	60 216	66 023	5 807	9,64%	37 669	43 576	5 907	15,68%
36 Bakel	164	173	9	5,49%	52 540	60 479	7 939	15,11%	28 877	35 091	6 214	21,52%
37 Gondiry	170	177	7	4,12%	37 436	44 739	7 303	19,51%	23 783	28 756	4 973	20,91%
38 Koumpentoum	161	162	1	0,62%	36 594	40 839	4 245	11,60%	26 624	30 095	3 471	13,04%
39 Tambacounda	341	349	8	2,35%	98 207	105 306	7 099	7,23%	54 585	66 007	11 422	20,93%
40 Mbour	635	668	33	5,20%	290 645	312 814	22 169	7,63%	138 230	213 134	74 904	54,19%
41 Thies	740	774	34	4,59%	342 402	363 482	21 080	6,16%	194 927	256 414	61 487	31,54%
42 Tivaouane	521	540	19	3,65%	211 847	224 919	13 072	6,17%	125 297	162 901	37 604	30,01%
43 Bignona	320	334	14	4,38%	118 661	128 489	9 828	8,28%	59 725	82 342	22 617	37,87%
44 Oussouye	74	76	2	2,70%	27 536	29 752	2 216	8,05%	15 850	18 802	2 952	18,62%
44 Ziguinchor	249	264	15	6,02%	117 880	125 154	7 274	6,17%	55 991	78 221	22 230	39,70%

Département	Nbre bureaux				Inscrits				Votants			
	2017	2019	Variation 1	Variation 2	2017	2019	Variation 1	Variation 2	2017	2019	Variation 1	Variation 2
Afrique du Nord	63	73	10	15,87%	34 435	39 118	4 683	13,60%	11 369	14 758	3 389	29,81%
Afrique de l'Ouest	163	172	9	5,52%	53 992	59 196	5 204	9,64%	21 937	29 855	7 918	36,09%
Afrique du Centre	69	74	5	7,25%	31 149	34 386	3 237	10,39%	20 246	19 694	-552	-2,73%
Afrique Australe	12	13	1	8,33%	2 893	3 272	379	13,10%	2 001	2 056	55	2,75%
Europe de l'O C N	118	141	23	19,49%	57 788	68 613	10 825	18,73%	18 486	32 926	14 440	78,11%
Europe du Sud	176	198	22	12,50%	70 132	80 387	10 255	14,62%	31 920	39 912	7 992	25,04%
Amerique Océanie	38	62	24	63,16%	14 280	19 857	5 577	39,05%	6 500	10 628	4 128	63,51%
Asie Moyen Orient	6	13	7	116,67%	2 687	4 763	2 076	77,26%	1 270	2 236	966	76,06%
TOTAL	14 634	15 397	763	443,95%	6 219 446	6 683 043	463 597	6	3 337 494	4 428 680	1 091 186	15

Max 1 147 1 190 62 1 637 948 663 021 25 073 1 340 015 456 107 122 371 1

	2019	2017	OBSERVATIONS
ELECTEURS INSCRITS :	6 683 043	6 219 446	463 NOUVEAUX INSCRITS
NOMBRE DE BUREAUX :	15 397	14 634	763 NOUVEAUX BUREAUX
SUFFRAGES EXPRIMES :	4 386 139	3 310 435	1 075 704 VOTANTS SUPPLEMENTAIRES
TAUX DE PARTICIPATION	66,27%	53,66%	ACCROISSEMENT DE 12,61% DU TAUX DE PARTICIPATION

Ces actions ont fini de décrédibiliser même notre carte nationale d'identité dite biométrique malgré un investissement faramineux de 52 milliards francs CFA. Certains pays de la CEDEAO ne reconnaissent pas cette pièce d'identité nationale.

IV. Conclusion

Au vu de tous ces constats, manquements, tripatouillages, nous informons l'opinion nationale et internationale que ce Mardi 2 avril 2019, la cérémonie de prestation de serment à laquelle nous assisterons, ne reposera sur aucune légitimité électorale et surtout sur aucune crédibilité républicaine.

V. Recommandations

A ce titre, nous proposons et recommandons, à travers une démarche inclusive, participative, consensuelle et républicaine :

- *La création d'une CENI à la place d'une CENA.
- *La nomination d'une personnalité neutre, crédible et sérieuse à la tête du Ministère de l'Intérieur
- *L'implication dans le tout le processus (en amont, pendant et en aval), de la société civile, de représentants de familles religieuses et de l'Union des magistrats du Sénégal.
- *La refonte totale et la mise en ligne permanente du fichier électoral
- *La révision de la loi en vigueur sur le parrainage avant la tenue des élections locales